

Document 1

Depuis plusieurs mois, la hausse des prix est redevenue un sujet d'inquiétude dans le monde entier. Cette inflation tient essentiellement à l'envolée des prix de pétrole et des matières premières agricoles. En décembre 2007, le prix du baril a dépassé les 100 dollars et le cours du blé a quasiment doublé. Cette envolée récente des cours du pétrole tient surtout à des facteurs conjoncturels : la baisse des quotas de production décidée par l'Organisation des Pays Exportateurs du pétrole et un regain de spéculation. D'autant plus que l'affaiblissement du Dollar continue à pousser à la hausse du cours de l'or noir ; et qu'on n'est jamais à l'abri d'un nouvel aléa : un hiver rigoureux qui ferait flamber les cours.

Mais les causes structurelles de l'augmentation des prix : la demande vigoureuse des pays émergents face à des capacités de production limitées, sont là pour durer.

Quant aux produits agricoles, la hausse tient notamment à la sécheresse exceptionnelle qu'a subie l'Australie. La tendance à long terme est celle d'une hausse de la demande due à la fois à l'évolution des préférences alimentaires plus riches (en qualité) des populations des pays émergents et au développement rapide des biocarburants qui viennent de plus concurrencer l'alimentation pour l'usage des terres agricoles.

Au Maroc, on craint sérieusement les dégâts économiques et sociaux que l'inflation peut générer.

Source : Alternatives Economiques; Hors série n°76; 2^{ème} Trimestre 2008- (texte adapté)

Document 2

Dans un contexte d'inflation internationale, les banques centrales se trouvent face à un dilemme. Doivent-elles soutenir l'activité économique et le crédit, compte tenu du ralentissement de la croissance ou maintenir élevés les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.

La banque centrale américaine a opté pour le premier choix alors que la banque centrale européenne a opté pour le second. Nombre d'économistes considèrent que l'inflation dépend de plus en plus de facteurs globaux sur lesquels les banques centrales n'ont pas vraiment de prise.

«Au cours des quinze dernières années, la mondialisation a joué en faveur de la désinflation en démultipliant les capacités de production à bas coût»; aujourd'hui, l'effet inflationniste de la demande supplémentaire émanant des pays émergents ainsi que l'augmentation des salaires dans ces mêmes pays expliquent le retour à l'inflation.

Source : Alternatives Economiques; Hors série n°76; 2^{ème} Trimestre 2008- (texte adapté)

Document 3

INDICATEURS ÉCONOMIQUES (2006)

	Maroc	France
Taux de chômage	9,7%	9,0%
Taux d'inflation	3,9%	2,0%
Solde de la balance courante en % du PIB	+2,8%	-1,7%
Taux de croissance économique	8,0%	2,4%

Source : Rapport Economique et Financier; Ministère des Finances et de la Privatisation 2007

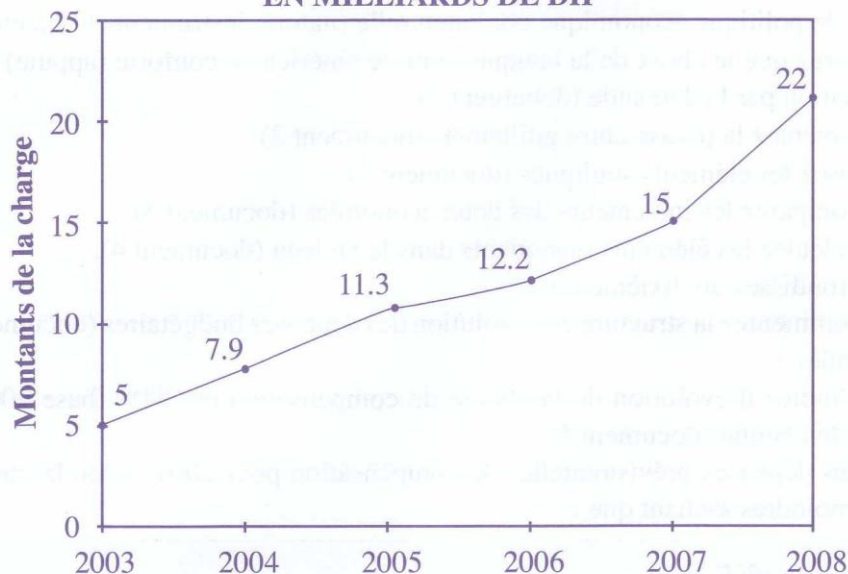
Document 4

EVOLUTION DES DÉPENSES DU BUDGET
GÉNÉRAL DE L'ÉTAT (EN MILLIONS DE DH)

Rubriques	2007		2008 (prévisions)		Variation en %
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
Dépenses de fonctionnement	109 554	56,3	124 294	59,7	+13,4
Dépenses de la dette	59 053	30,3	47 923	23,0	-18,85
Dépenses d'investissement	25 998	13,3	36 079	...?...	...?...

Source : Rapport Economique et Financier ; Ministère des Finances et de la Privatisation 2007

Document 5

EVOLUTION DE LA CHARGE DE COMPENSATION
EN MILLIARDS DE DH

En 2008, le budget de compensation a explosé, pourtant, de nombreuses études ont montré que les couches auxquelles ce soutien est destiné en profitent moins que celles qui peuvent tout à fait s'en passer : 300 DH par personne et par an contre 150

DH en moyenne ces dernières années. Cependant, ce revenu demeure important pour les cinq millions de personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté, c'est à dire avec moins d'un dollar par jour.

L'inflation mondiale, la signature de nombreux accords de libre échange remettent en question le système de subventions ainsi que la politique fiscale basée sur la fiscalité indirecte, c'est donc tout un système de redistribution qui doit être revu. Aussi, le gouvernement propose-t-il de mettre en oeuvre des prestations monétaires conditionnelles, liées à la scolarisation et à l'amélioration des soins de santé : 1000 DH par mois et par famille pauvre, ce qui coûterait à l'Etat 12 milliards de dirhams au lieu de 22 milliards en 2008.

Source : La Vie Economique du 07/03/2008

CONSIGNES :

- 1 En vous référant au document 1 :
 - a. Identifiez le régime du marché international du pétrole;
 - b. Expliquez la hausse actuelle du prix du pétrole;
 - c. Reproduisez et complétez le tableau ci-après :

Facteurs explicatifs de l'inflation au niveau international	
Facteurs conjoncturels	Facteurs structurels
.....	

- 2 Enumérez et expliquez deux effets négatifs de l'inflation sur la balance commerciale.

- 3 A partir du document 2, précisez les choix de la banque centrale américaine en matière de politique économique conjoncturelle (nature, instrument et objectifs).

- 4 Montrez que le choix de la banque centrale américaine conforte (appuie) l'idée de l'inflation par la demande (document 2).

- 5 Commentez la phrase entre guillemets (document 2).

- 6 a. Lisez les éléments soulignés (document 3).
b. Comparez les indicateurs des deux économies (document 3).

- 7 a. Calculez les éléments manquants dans le tableau (document 4).

NB: Arrondissez au dixième près

- b. Commentez la structure et l'évolution des dépenses budgétaires (document 4).

- 8 Calculez :

- a. L'indice d'évolution de la charge de compensation en 2008 (base 2003) et lisez le résultat (document 5)

- b. Les dépenses prévisionnelles de compensation pour 2009, selon la méthode des moindres sachant que :

$$a = \frac{\sum_{i=1}^n x_i y_i - n \bar{x} \bar{y}}{\sum_{i=1}^n x_i^2 - n \bar{x}^2} ; \quad \sum x_i y_i = 310,5 ; \quad \sum x_i^2 = 91 \text{ (graphe du document 5)}$$

Document 1**RESSOURCES ET EMPLOIS AUX PRIX COURANTS
EN MILLIONS DE DH (MAROC)**

Agrégats	2002	2007
Produit intérieur brut	397 782	532 764
Importations de biens et services	123 356	219 319
Consommation finale intérieure	344 833	473 979
Formation Brute du Capital Fixe	91 142	142 184
Variation des stocks	-825	-1 465
Exportations de biens et services	85 988	137 385

Source : Rapport Economique et Financier 2007 ; du Ministère des Finances et de la Privatisation

Document 2**STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DES
ÉCHANGES EXTÉRIEURS MAROCAINS -2007-**

Continents	Importations en %	Exportations en %	Solde millions DH	Taux de couverture en %
Europe	66,3	61,6	-66 676,3	57,9
Asie	17,1	20,5	-41 911,7	21,2
Amérique	9,9	11,2	-19 663,6	30,9
Afrique	6,3	6,5	-9 400,1	43,5
Océanie	0,4	0,2	+ 556,7	-
Total	100,0	100,0	-137 095,0	46,6

Source : Rapport de l'Office des Changes 2007

Document 3**QUELQUES INDICATEURS DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DU MAROC**

Indicateurs	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de couverture de la balance commerciale	66,2	61,7	55,7	52,2	52,1	46,6
Importation des produits énergétiques en % des exportations	23,4	25,2	29,8	41,6	42,0	43,0
Importations des biens d'équipement en % au PIB	6,6	7,1	7,9	8,1	8,6	8,9
Taux de croissance des importations des produits alimentaires	4,1	4,3	16,2	15,2	61,9	65,0

Source : Rapport Economique et Financier-2007 ; Ministère des Finances et de la Privatisation

Document 4

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU MAROC

Secteurs	Parts en %		Variation en %
	2006	2007	
Tourisme	29,3	44,6	+75,1
Immobilier	16,1	26,7	+89,5
Transport	0,2	13,2	+72,1
Banque	7,3	9,0	41,8
Industrie	47,1	6,5	-84,1
Total	100,0	100,0	+14,9

La mondialisation qui s'est imposée à la fin du siècle dernier a amené les Pays en Développement à évoluer vers une intégration structurelle au marché mondial, où la position de chaque pays est fonction de l'intensité des flux et des transactions qu'il entretient avec ce marché.

Dans ce contexte, le développement d'un pays comme le Maroc ne peut être décliné uniquement en terme d'investissement et d'exportation de produits locaux. Le principal défi pour le pays en matière de croissance, dans un contexte d'ouverture du marché mondial, consiste à attirer les investissements directs étrangers (IDE). Durant la période 1995-2006, ces derniers ont augmenté de manière irrégulière mais relativement appréciable. Les IDE ont tendance à se concentrer dans les métropoles et délaisser les périphéries. Une politique volontariste de dispersion d'activités de production ne constitue pas une solution valable à moyen terme : elle risque de s'avérer onéreuse et peu efficace.

L'augmentation des IDE ne doit pas faire oublier le revers de la médaille : la réduction de l'excédent de la balance des invisibles, l'augmentation du coût des investissements en infrastructure, sacrifices en matière d'environnement écologique, flambée des prix, augmentation des emplois précaires.

Aujourd'hui, le secteur de l'aéronautique désigné comme secteur clé de la croissance au Maroc, compte tenu de ses effets d'entraînement souffre de l'indisponibilité des ressources humaines qualifiées que le marché de travail est incapable de fournir alors que de nombreux diplômés recherchent désespérément un emploi.

Source : Economia N° 2 ; Février-Mai ; 2008

Document 5

Dans les PMA (les Pays les Moins Avancés), la pauvreté est en elle-même un obstacle important à **la croissance économique, sans laquelle aucun développement n'est possible**. Lorsque la majorité de la population gagne moins de un dollar par jour, une très grande partie du PIB doit servir à l'acquisition du minimum vital, avec des ressources intérieures aussi limitées, il est difficile de financer de nouveaux investissements.

D'après la Banque Mondiale, à moins d'investir davantage dans le capital humain, la lutte contre la pauvreté a peu de chance de réussir. Une population qui souffre de sous-alimentation, voire de morbidité ne peut être productive. L'amélioration de la nutrition et de la santé, par exemple, allonge le temps pendant lequel les pauvres sont aptes à travailler. Par conséquent, la construction et le développement des infrastructures physiques nécessaires (dispensaires, routes, écoles, etc.), constituent une priorité absolue, surtout en milieu rural.

Source : *Sciences Economiques et Sociales ; Hatier - 2006*

CONSIGNES :

- 1** En vous référant au document 1, calculez :
 - a.** Le PIB selon l'optique dépense pour 2007.
 - b.** Le taux de couverture en 2007.
- 2** Lisez le nombre souligné dans le document 2.
- 3** Commentez la structure géographique des échanges extérieurs marocains pour 2007. (document 2)
- 4** **a.** Lisez les nombres soulignés dans le document 3.
b. Appréciez la situation du commerce extérieur marocain (aidez vous des documents 2 et 3)
- 5** **a.** Lisez les nombres soulignés dans le tableau (du document 4).
b. Expliquez le passage souligné (document 4).
c. Dégagez du document 4, les dysfonctionnements dont souffre le marché du travail au Maroc.
d. Reproduisez et complétez le tableau ci-après (aidez-vous du document 4 et de vos acquis)

Impact des investissements directs sur le Maroc	
Effets positifs	Effets négatifs

- 6** **a.** Commentez le passage souligné (document 5).
b. Montrez que la situation économique des Pays les Moins Avancés renforce la théorie de F. Perroux.
- 7** Question de synthèse :
Dans un contexte d'ouverture, l'intégration de l'économie marocaine à l'économie mondiale devient une nécessité. Appréciez cette intégration à travers les échanges extérieurs et les Investissements Directs Etrangers (flux entrants) sous forme de synthèse argumentée.

(Aidez-vous des réponses aux questions 3, 4 et 5, des documents 2, 3 et 4 et de vos acquis)